

Cartas al Director



Jean-Pierre FERRIER

24-07-2005

Université Paris 2 , France

Cher ami,

C'est toujours un plaisir de recevoir, et un plaisir encore plus grand de lire *Relaciones internacionales*. Cette fois, je vais le manifester par ces quelques lignes qui traduiront ma satisfaction chaque fois renouvelée. Par déformation professionnelle, j'en profiterai pour commenter quelques-uns des propos passionnants du numéro 28. « Le Sud existe aussi »: bien sûr, cher directeur. Mais il ne peut se concevoir sans le Nord, et réciproquement (même si le Nord l'oublie souvent, et plus aisément). Il y a plus d'une vingtaine d'années, un de mes doctorants (devenu par la suite ambassadeur d'Algérie) travaillait sur une thèse consacrée au « Commerce Sud-Sud ». c'était l'époque du « tiers mondisme » pur et dur, surtout dans l'Algérie de Boumedienne, idéologiquement très fermée. Avec cet étudiant mur et très intelligent, les discussions furent nombreuses, sérieuses, approfondies. Pour le directeur de recherches, il s'agit de pousser le futur docteur aux limites de ses capacités. Le résultat fut atteint, puisque le grand Alfred Sauvy analysa élogieusement la thèse dans le journal *Le Monde*. Sans renier ses idées, heureusement, mais après les avoir soumises aux risques de l'autocritique, le doctorant a conclu sa thèse ainsi: « on est toujours le Sud d'un pays et le Nord d'un autre ». Economiquement et politiquement, cela paraît très réaliste. Certains voisins du Brésil ne craignent-ils pas que, en tant que leader du Sud, le Brésil ne se comporte envers eux comme un « pays du Nord »?

J'enseignais à l'Université Saint-Joseph de Beyrouth, juste avant le fameux référendum français qui a conclu à un rejet de la « Constitution européenne », et j'étais interrogé sur les effets d'un refus assez possible, davantage que sur les élections libanaises qui allaient, pourtant, commencer. Mes interlocuteurs étaient déçus et sceptiques quand je leur répondais que le résultat négatif serait de peu d'importance. Heureusement, l'ambassadeur Angelos Pagkratis vient à mon secours dans ce merveilleux numéro 28: « le fonctionnement interne (de l'Union européenne) est *my*

bueno ». Et cela, sans la malnommée « Constitution » européenne. Alors, une fois que son adoption est reportée, et même sans ce fameux « plan B », on peut supposer que le fonctionnement de l'Union restera *my bueno*. Avec, à sa tête, le plus anti-européen qui soit, pendant six mois, l'Union va subir l'épreuve de vérité: de toute façon, pendant la présidence britannique, la Constitution ne serait pas entrée en vigueur, au moins pour deux raisons. D'abord, Anthony Blair n'aurait pas laissé l'occasion de devenir le Roi d'Europe, ne laissant ainsi à la pauvre Elizabeth que le trône poussiéreux de la Grande-Bretagne et des Falklands; ensuite parce que le même Roi avait astucieusement reporté à 2006 la ratification (ou le rejet) par son pays. Le sommet de juin 2005 qui a abouti à un refus du projet de budget européen a bien montré que le roi Blair voulait marquer définitivement l'Union: grâce à son obstination, l'Europe part de zéro, sans budget, sans constitution, sans solidarité, avec à sa tête un ennemi de sa monnaie commune. Mais, que les anxieux soient rassurés, le fonctionnement interne de l'Union va continuer *my bueno*. Donc, si l'ambassadeur auprès du Mercosur a raison, ce qui ne se discute même pas, l'audacieux rejet français ne va avoir pratiquement aucun effet profond; il traduit simplement le caractère rebelle, ou moqueur de ce pays, décidément pas sérieux.

Toutes mes félicitations à Pedro Brieger; il a raison, Al Qaeda est moins qu'un mouvement et même moins qu'un réseau. C'est une communauté de ressentiments, de haines, de désillusions. L'aspect destructeur de ce réseau immatériel a pu être utile, et utilisé par les Américains, sinon suscité par eux, dans le cadre de la lutte contre les Soviétiques en Afghanistan. Son aspect constructif, s'il existe, exigerait un Saoud qui en ferait un mouvement néo-wahhabite, fondement religieux d'une nouvelle entité islamique. Mais bin Laden ou son successeur accepterait-il de partager l'intégralité du pouvoir ou jouerait-il au tyran de droit prophétique, comme Khomeiny? En tout cas, le choc de la succession de bin Laden risque d'être profond et déterminant.

Si vous me le permettez, cher ami et directeur, quelques mots sur les croisades. Leur ambiguïté est toujours le point « crucial », qu'il s'agisse de libérer le tombeau du Christ ou d'étendre le règne de la liberté et des Etats-Unis. La « croisade contre le nazisme » est passée du discours à la pratique après Pearl Harbor; la Guerre froide, et la « croisade contre le soviétisme », a résulté notamment de la trahison des Rosenberg, qui a permis à l'Union soviétique de contester le monopole nucléaire des Etats-Unis; et la lutte contre le terrorisme a succédé à une agression contre New York, alors que la CIA avait auparavant encouragé les actions de bin Laden . Ces croisades sans croix avaient donc toutes une

justification bien personnelle, bien matérielle, en plus de leur justification théorique et éthique. Peut-être ajouterai-je à l'excellente étude de Patricia Kreibhom une quatrième croisade, qui est en cours: celle pour « la démocratie chez les autres », au nom de la gouvernance, et que le Président annonçait sous le nom modeste de « révolution démocratique mondiale », dans son discours du 6 novembre 2003. Par des moyens non militaires, en tout cas pour l'instant, les Etats-Unis s'enorgueillissent d'avoir obtenu un grand succès en Géorgie et en Ukraine, où les fossiles du soviétisme ont été chassés, mais ont moins bien réussi au Kirghizistan et au Liban, sans parler de l'Afghanistan et de l'Irak, toujours sous protectorat, des pétro-monarchies, de la Russie et de la Chine... De toute façon, si l'on prend l'image de la croisade, dont on devine qu'elle peut être appréciée du Grand Pontife de Washington, souvenons-nous qu'il y en eut neuf. Courage, G.W.!

Encore toutes mes félicitations à l'IRI et à son vaillant fondateur.



En esta ocasión, en nuestra sección CARTAS AL DIRECTOR, publicamos la respuesta-comentario que recibimos de **Felipe Frydman** a la nota "La historia antigua de Palestina" de **Emanuel Pfoh** que saliera en la Revista 28 del IRI y la respuesta del autor.

LA HISTORIA ANTIGUA DE PALESTINA

He leído con interés el artículo "La historia antigua de Palestina" escrito por Emanuel Pfoh y publicado en el Nro. 28 de esa revista. En esta nota, el autor recoge como propios los principales puntos sostenidos por la Escuela de Copenhague, principalmente por los autores Niels.Peter Lemche y Thomas L. Thompson, sobre la relación entre el Viejo Testamento y la historia al señalar que éste sólo constituye un documento mítico, y a partir de esa interpretación extrae conclusiones sobre el conflicto israelí-palestino.

Por cierto, muy difícilmente uno pudiera cuestionar el artículo si el autor se hubiera basado en sus propias investigaciones para transmitir su mensaje. Pero habiendo efectuado sólo una recopilación de opiniones hubiera resultado más honesto plantear que la posición de la Escuela de Copenhague es solamente una de las forma de mirar la historia de ese período y que existen otras Escuelas y otras investigaciones con resultados completamente opuestos. Es importante señalar que la Escuela de Copenhague ha sido cuestionada por otros centros de investigación por su carácter revisionista y hasta antisemita al tratar de negar el vínculo entre el pueblo judío y sus orígenes en la región de Medio Oriente, principalmente con la ciudad de Jerusalem, a la cual los judíos la consideran el centro espiritual de su religión al igual que La Meca lo es para los musulmanes.

Las preguntas sobre la validez histórica de los textos sagrados de todas las religiones no son nuevas; comenzaron hace muchos siglos quizás desde el mismo momento en que fueron conocidos. Pero el cuestionamiento recién pudo profundizarse cuando se inició la separación entre el poder político y las iglesias, lo que hizo posible la supervivencia de los interrogadores. La historia de la filosofía muestra los esfuerzos de los principales pensadores para superar la estrechez de los textos bíblicos, cristianos y judíos, para aventurarse en la creación de sistemas racionales que permitieran dotar al hombre de un mayor grado de libertad para construir su propio futuro. En el desarrollo de este conocimiento, las investigaciones arqueológicas, principalmente desde los años setenta con el desarrollo de nuevas tecnologías, han aportado nuevos elementos para reconstruir la historia de las principales religiones occidentales (judaísmo, islamismo y cris-

tianismo) y la forma en que fueron escritos sus texto sagrados a partir de elementos objetivos. Es de suponer que este proceso no está agotado y que los adelantos futuros y nuevas investigaciones también permitirán aumentar el nivel de conocimiento y precisión sobre el pasado lejano.

En ese contexto, el artículo citado cae en la misma trampa que dice rechazar. El problema es si esta forma de referirse al tema es consciente porque entonces sus afirmaciones también estarían teñidas de un determinada intención política y en consecuencia las conclusiones de la Escuela de Copenhague habrían sido aceptadas porque coinciden con una forma predeterminada de pensar y no por estar basadas en evidencias concretas. El autor menciona, y está de acuerdo con el pensamiento de que "la construcción de la historia, escrita u oral, pasada o presente, es un acto político". Esta forma de considerar la historia resulta lamentable para un estudiante de la licenciatura cuyo objetivo debiera ser la investigación para poder efectuar a partir de allí una real contribución al conocimiento del pasado. El uso que pudiera hacerse de esa investigación es otro tema, y por supuesto, tiene connotaciones políticas. Pero si el autor parte de que ya la investigación está teñida de intencionalidad política entonces sólo queda por delante el pesimismo y el desaliento por la imposibilidad para conocer el pasado.

Esto no significa negar que los investigadores posean concepciones propias a la época en la cual viven porque ninguno puede sustraerse a las influencias de los acontecimientos del presente. Esta influencia es cultural y por lo tanto impregna el quehacer diario porque uno mira el mundo a partir de su formación. Pero para limitar esa influencia del presente en el estudio del pasado es necesario hacer uso de métodos que permitan una reconstrucción lo más cercana a la realidad.

La intencionalidad del artículo es manifiesta cuando afirma "toda Nación necesita un territorio en el cual cumplir su destino histórico, y esto fue rápidamente percibido por el sionismo europeo". Nada más alejado de la realidad, y en ese sentido, hubiera sido conveniente profundizar el estudio de este tema sin concluir, saltando más de 100 años de historia, que "Este es el sentido, pues, de la afirmación de Begin acerca de Jerusalén como capital transhistórica del pueblo de Israel y de la reunión de la tierra de Israel y el pueblo de Israel".

El movimiento sionista no nació del intento de hacer realidad lo que estaba escrito en el Viejo Testamento; nació de la necesidad de dar una respuesta a las interminables persecuciones y matanzas de una minoría que tenía creencias y costumbres diferentes a las de su entorno. La imposibilidad de aceptar lo dife-

rente por el conjunto, y el uso que determinados sectores políticos y económicos hicieron de esta situación, llevó a un número limitado de judíos, una minoría, a pensar en la posibilidad de recrear un Estado judío en Palestina a mediados del Siglo XIX que pudiera acoger a los millones de perseguidos. Las persecuciones de los judíos en Rusia a fines del mismo Siglo aceleraron la búsqueda de alternativas, entre las cuales se encontraba el traslado hacia Palestina.

Muchos judíos influyentes de esa época estaban muy alejados de la idea de crear un Estado judío; la mayor preocupación de ese entonces era encontrar un lugar donde pudiera emigrar esa minoría para poner un límite a las persecuciones. En esa búsqueda cabe recordar que Maurice de Hirsch fundó la Asociación Judía de Colonización cuyo objetivo era promover la emigración de más de 3.000.00 de judíos rusos a la Argentina, país que al igual que todas las demás naciones de América estaban a la búsqueda de emigrantes para poblar sus territorios.

El periodista Theodoro Herzl fue el autor del Estado judío donde se planteó una vez más la posibilidad de resucitar la nación judía en el territorio de Palestina del cual habían partido casi 2000 años atrás para dispersarse por todo el mundo. El origen del pueblo judío y su instalación en la región de Palestina hace más de 3000 años está lejos de poder ser cuestionado por todas las referencias existentes en los relatos y en las mismas investigaciones arqueológicas, y por lo tanto, era natural que esa fuera una de las opciones planteadas.

El autor no comprende la situación política de ese entonces y de ahora y por eso cree que la utilización de un "conjunto de escritos religiosos" haya servido para justificar la creación del Estado de Israel recién en 1948. Para ese entonces el mundo había pasado por la terrible experiencia de la Segunda Guerra Mundial y el Holocausto dejó al descubierto hasta donde pueden llegar los horrores cometidos por el ser humano. Este es el hecho determinante que posibilitó que la Asamblea General de las Naciones Unidas el 29 de noviembre de 1948 apruebara la división de Palestina en dos Estados.

La discusión sobre la utilización de textos religiosos para legitimar hechos de violencia es banal porque la violencia o la opresión no pueden justificarse de ningún modo. La fe en un texto religioso supera la posibilidad de explicar sus orígenes a través de investigaciones arqueológicas o la aplicación de métodos del conocimiento. Hay quienes creen en la Biblia, en los Evangelios o en el Corán y lo seguirán haciendo en la medida en que éstos satisfagan sus necesidades espirituales, y muy difícilmente una vasija, una roca o un escrito en una piedra puedan

hacerles cambiar de parecer sobre su “verdad” porque siempre serán más fuerte la fe que los hechos de la realidad.

En el último párrafo, el estudiante Pfoh dice que “el historiador abocado al estudio de Israel en la antigua Palestina tiene la tarea moral de evitar que evocaciones estrictamente políticas del pasado sean utilizados como derecho y justificación de limpieza étnica, de ocupación o de expulsión territorial”. Estos buenos deseos se contradicen con lo escrito en las páginas anteriores de las cuales se desprende en forma inmediata la falta de justificación para la existencia del Estado de Israel en Palestina. Al restringir el análisis a lo sucedido hace más de 2000 años permite que sus conclusiones sean también utilizadas con fines políticos, quizás no coincidente con el objetivo buscado, pero en definitiva con sus mismas consecuencias. Este es el problema de un trabajo que busca hondar en la historia para explicar el presente cuando su tarea debería ser la primera dejando la segunda a los políticos, lo que facilitaría la lectura del artículo y evitaría inducir a los lectores a conclusiones erróneas.

El conflicto de Medio Oriente con sus guerras y terrorismo, atizado por minorías fanáticas, ha causado muertes, daño y miseria a todos los que habitan la región, judíos y palestinos: niños, mujeres y hombres. La superación de esta situación sólo podrá provenir cuando todos comprendan que es posible convivir y que todavía se puede construir, en paz y democracia, un mundo con esperanza.

Felipe Frydman

Embajador, funcionario del Servicio Exterior de la Nación
20 de julio de 2005

ISRAEL Y LA HISTORIA DE PALESTINA

Respuesta a una crítica

Antes de clarificarme en esta réplica, deseo agradecer el interés del Sr. Frydman por leer y comentar mi artículo publicado en *Relaciones Internacionales* (vol. 28, 2005). Como toda intervención intelectual –y en menor medida, consideración historiográfica–, el objetivo es suscitar respuestas que generen una mejor comprensión de las problemáticas sociales tratadas (entendidas en un sentido amplio). Celebro, pues, que esto haya sucedido.

Ahora bien, existe un número de consideraciones en la crítica del Sr. Frydman que merecen ser revisadas a la luz de la intención original de mi artículo. En primer lugar, dicho artículo se origina

como ponencia para las *Quintas Jornadas de Medio Oriente*, realizadas en la Universidad Nacional de La Plata en Noviembre de 2004. Luego de presentar mi ponencia, se me concedió la oportunidad de publicarla en la revista del Instituto de Relaciones Internacionales, para lo cual consideré apropiado no modificar demasiado el texto. Esta aclaración es válida para la primera de las objeciones que se me presentan. El Sr. Frydman se molesta en notar que no es propio de un estudiante que aún no ha obtenido su título de grado universitario adoptar una postura historiográfica determinada y partir, desde allí, hacia la crítica de un aspecto analíticamente menor, como es el uso del pasado por parte de facciones políticas. La postura historiográfica que he adoptado “sin mayores inconvenientes” para dar cuenta del pasado histórico de Israel en la antigua Palestina es la de la llamada Escuela de Copenhague. La perspectiva de los investigadores que la conforman es –se sostiene en ámbitos académicos euroamericanos de filiación religiosa– demasiado radical como para ser tenida en seria cuenta puesto que sus contribuciones descartan la posibilidad de (re)construir una historia antigua de Israel a partir de los escritos bíblicos. Por cierto, el Sr. Frydman está en lo correcto al señalar que la posición historiográfica de estos investigadores es solamente una entre otras. Y, en efecto, otros investigadores consideran que el texto bíblico nos puede aportar bastante información como para configurar una historia antigua de Israel acorde al registro bíblico¹. Ahora bien, eso no significa que la omisión de otras vertientes historiográficas en un artículo conlleva necesariamente el ocultamiento o la negación de un pasado histórico particular. No existe *un* pasado histórico objetivo, sino interpretaciones que dependen del lugar de enunciación. Así, es dable pensar que quienes critican a la Escuela de Copenhague lo hacen desde un foro religioso que considera a la Biblia un libro de historia. Es, asimismo, entendible que esta perspectiva tilde de “antisemitas” los argumentos provenientes de la crítica revisionista. La cuestión más concreta es que una gran mayoría de los críticos de la Escuela de Copenhague no ha leído siquiera uno de sus libros o artículos, ni han refutado sus argumentos con argumentos, sino que han optado a priori rechazar una alternativa de interpretación histórica tan radical por razones personales. Me temo que este es también el caso de mi recensor.

No obstante, estas consideraciones son irrelevantes para el objetivo general del artículo. Primeramente, no consideré apropiado –para una publicación abocada al estudio de las relaciones

1 Remito aquí, entre otros, a W.G. Dever, *What Did the Biblical Writers Know and When Did They Know It? What Archaeology Can Tell Us about the Reality of Ancient Israel*, Grand Rapids, Eerdmans, 2001.

internacionales contemporáneas– extenderme en detalle acerca de la historia arqueológica y demográfica de Palestina durante los siglos XII a VI a.C., con especial relación a la presencia histórica de un Israel bíblico. Estimé que los breves párrafos que resumían la postura de la Escuela de Copenhague –que es la mía– servirían apropiadamente de preludio a lo que conforma el tema central del artículo: los usos del pasado por parte de facciones políticas contemporáneas. En segundo lugar, aun si una postura más moderada hubiera sido sostenida en mi artículo, el mismo conjunto de críticas historiográficas habría sido expresado: aun sosteniendo la presencia de una conquista israelita de Canaán (como se evoca en el texto bíblico, en Josué 1-12), es condenable que esa sea la razón ideológica que se esgrima para la ocupación territorial y la expulsión de la población indígena al momento de la ocupación (aquí recurrir al principio de “quién llegó primero” es obsoleto, desde una perspectiva que vindique los derechos humanos).

Asimismo, mi recensor no parece estar imbuido en absoluto en el campo historiográfico contemporáneo cuando declara que para evitar toda influencia política del presente en la labor histórica “es necesario hacer uso de métodos que permitan una reconstrucción lo más cercana a la realidad”. Como ya he señalado, no existe tal aproximación única a la realidad porque la pregunta que se está implicando es ¿a qué realidad nos estamos refiriendo? Es dable pensar que nuestra realidad occidental no es ontológicamente la misma que la realidad de los antiguos habitantes del mundo oriental; consecuentemente, el modo de percibir dichas realidades sería divergente. Así pues, y desde el punto de vista del historiador, es legítimo cuestionar la información que los escritos bíblicos evocan y contrastarla con la evidencia que proviene de, por ejemplo, la investigación arqueológica. Si atendemos a las últimas publicaciones especializadas sobre la historia de Palestina en el período mencionado –y no solamente a las de la Escuela de Copenhague!– podremos ver que el registro bíblico y el arqueológico difieren notablemente². Ya nadie habla de una conquista israelita de Canaán, o de un período de los Jueces en Palestina. De la Monarquía Unida de David y Salomón no existen evidencias certeras –y aquí remito especialmente al trabajo de Israel Finkelstein, uno de los arqueólogos israelíes actuales más eminentes³–. Sobre los reinos de Israel y Judá, nuestra imagen histórica ha cambiado notablemente gracias a los intensivos estudios y campañas arqueológicas realizadas en Israel; y esta imagen, una vez más, no es coincidente con la evocación presente en los textos bíblicos. Esta falta de confirmación no significa en absoluto que la Biblia “mienta” o sea falsa; antes bien, nos está indicando que lo que leemos en ella no es *historia* sino *teología historizada*.

Podemos encontrar, ciertamente, aquí y allá restos de acontecimientos históricos comprobados extrabíblicamente. Pero el uso que el historiador pueda hacer de ellos debe estar mediado por una rigurosa metodología de investigación histórica. Si esta rigurosidad nos conduce a revisar lo que tradicionalmente se aceptaba como histórico, pues bienvenida sea.

Más adelante, en su crítica, el Sr. Frydman sostiene que mi trabajo “busca hondar en la historia para explicar el presente cuando su tarea debería ser la primera dejando la segunda a los políticos”. Más allá de lo pedestre de esta concepción de la disciplina histórica, ¿por qué el historiador no debería tratar con la política de su presente cuando los políticos han usado y abusado de la historia para sus propios fines? No es necesario aclarar –o quizás sí– que Bartolomé Mitre, unos de los mayores políticos argentinos del siglo XIX, escribió obras históricas (*Vida de Belgrano; Historia del general San Martín; Estudios históricos sobre la Revolución de Mayo: Belgrano y Güemes*) y, ciertamente, su interés no era el mero conocimiento historiográfico sino el empleo de un pasado con fines políticos particulares, entre otros, la creación de una idea nacional de “argentinidad”. En este sentido –y si se me permite la analogía–, el uso que hace Mitre de las figuras de San Martín o Belgrano, el uso que hacía el poeta romano Virgilio en su *Eneida* evocando la figura del troyano Eneas, y lo evocado políticamente en la figura del rey David y su imperio por parte de los fundadores del Estado de Israel remite a una instancia argumental común; es una utilización política de un pasado (histórico o no) en aras de fabricar el mito nacional de un Estado: Mitre para Argentina, Virgilio para Roma y los sionistas para Israel. Y –entiéndase bien– el sentido de la palabra *mito* aquí y en mi artículo no es, por cierto, el que usualmente se le atribuye (no menos en los discursos políticos), el de algo necesariamente falso o ficticio, cargado de connotaciones de valor negativo. Desde la perspectiva de la antropología de la religión, que es la que adopto implícitamente, y me declaro culpable de no haberlo explicitado, el mito es una manera de abordar una determinada realidad –pasada o presente, real o imaginaria– para cumplir con un fin determinado a partir de coordenadas cognitivas que no se emplazan en la dicotomía falso/verdadero,

2 Véase, entre otros, W.G. Dever, op.cit.; ídem, Who Were the Early Israelites and Where Did They Come From?, Grand Rapids, Eerdmans, 2003; I. Finkelstein y N.A. Silberman, The Bible Unearthed: Archaeology's New Vision of Ancient Israel and the Origin of Its Sacred Texts, Nueva York, The Free Press, 2001 [hay edición en castellano: La Biblia desenterrada: Una Nueva visión arqueológica del antiguo Israel y del origen de sus textos sagrados, Madrid, Siglo XXI, 2001]; M. Liverani, Oltre la Bibbia. Storia antica di Israele, Bari-Roma, Laterza, 2003 [hay edición en castellano: Más allá de la Biblia. Historia antigua de Israel, Barcelona, Crítica, 2005].

3 Cf. Finkelstein y Silberman, The Bible Unearthed, op.cit., pp. 123-145 y la bibliografía citada.

tan cara al discurso racional de Occidente (remito a cualquier obra de Mircea Eliade o Claude Lévi-Strauss a estos efectos). Desde esta perspectiva, los discursos estrictamente políticos se parecen mucho a los discursos de las sociedades míticas –sociedades como la que produjo los escritos reunidos en el Antiguo Testamento o la Biblia Hebrea–, debido a que su utilización de acontecimientos del pasado pocas veces se encuentra evidenciada o fundada; antes bien, la realidad de estos acontecimientos es simplemente asumida (por las razones que sean).

Con respecto a los principios propulsores de la inmigración judía a Palestina por parte de los fundadores del sionismo, debo aceptar que tal vez mi explicación de la aplicación política de los escritos de Theodor Herzl fue, en efecto, un tanto simplista. Aun así, no creo estar tan remotamente equivocado, como el Sr. Frydman quiere hacer creer. Según él, las causas de la inmigración judía en el ámbito mundial fueron la persecución y las condiciones socioeconómicas en las que vivían los judíos euroasiáticos. Y, sin dudas, concuerdo con la explicación que ofrece. Más aún, la evocación de la Fundación Barón Hirsch y la creación de colonias agropecuarias en la Argentina es una historia sumamente conocida por mí ya que soy nativo de la localidad de Rivera (Pcia. de Buenos Aires) y pasé parte de mi infancia en la localidad de Bernasconi (Pcia. de La Pampa), poblaciones que se originaron a principios del siglo XX a partir de este tipo de colonización.

Ahora bien, estos detalles son aquí irrelevantes puesto no era mi interés realizar una explicación de los movimientos demográficos de la población judía del Viejo Mundo en el ámbito internacional (y en la Argentina), sino explicar las causas ideológicas que legitimaron la creación del moderno Estado de Israel en Palestina. La referencia a Herzl era obligada en mi artículo, si bien no realicé un análisis en detalle de la obra de este periodista/político, por las cercanas relaciones que su discurso establecía entre religión y fin político. Como ha indicado Michael Prior, “Herzl reconocía que las nociones de *pueblo elegido* y *retornar* a la *tierra prometida* serían factores poderosos para movilizar a la opinión judía, a pesar de que muchos de los principales sionistas eran no-religiosos, ateos o agnósticos”⁴. Más aún, en su participación en el Primer Congreso Sionista, celebrado en 1897 en Basilea (Suiza), Herzl señaló que:

“Es cada vez mayor el interés de las naciones civilizadas y de la civilización en general que una estación cultural sea establecida en el camino más corto hacia el Asia. Palestina es esta estación y nosotros los judíos somos los portadores de la cultura, listos para ofrecer nuestras propiedades y nuestras vidas para producir su creación... El sionismo busca asegurar para el pueblo

judío un hogar públicamente reconocido y legalmente seguro en Palestina para el pueblo judío”⁵.

No se puede sostener que estas palabras, correspondientes a un plan político más grande, expresado en mayor detalle en *El Estado judío* (1896), no tuvieron repercusión en la posterior creación del Estado de Israel, como se implica en la reseña. De hecho fueron su origen. Y hasta aquí no hay ningún problema. El problema surge cuando se toma en consideración que el futuro lugar de emplazamiento de este Estado estaba “lleno de palestinos”; y creo que indicar este detalle no linda en absoluto con el antisemitismo. Mi perspectiva de esta fase de la historia del Israel moderno se basa en el citado libro de Michael Prior y en la reciente historia de Israel y Palestina moderna del profesor Ilan Pappé de la Universidad de Haifa (*A History of Modern Palestine. One Land, Two Peoples*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004), y no hace falta recurrir a ningún tipo de hermenéutica de la suspicacia para concederme una posible filiación política o ideológica. La historiografía crítica produce resultados críticos, y a esos resultados críticos se los debe confrontar con argumentos críticos, no con sospechas.

Así pues, no creo que el Sr. Frydman pueda sostener que la disposición analítica de mi artículo sea errónea o esté equivocada, de acuerdo a parámetros historiográficos. Quizás algunos de mis argumentos o conclusiones –aun mis asunciones historiográficas– hieran su susceptibilidad, pero esta no es razón para descartar mi trabajo como poco apropiado para un estudiante.

No es mi intención, con esta perspectiva historiográfica, ofrecer argumentos que aviven el conflicto en Medio Oriente (no creo a mi pluma tan influyente) o legitimar actos de terrorismo por parte del extremismo islámico. Sin dudas, a partir de un ejercicio historiográfico legítimo, se puede acceder a conclusiones que, a posteriori, podrían llegar a tener un uso fundamentalista o no. Pero no considero que necesariamente este sea el caso, ni estimo que mi artículo pueda manifestar un cierto cariz antisemita, como tendenciosamente se sostiene. La crítica que he ofrecido en mi condición de estudiante se adecua al proceder metodológico de la práctica historiadora, y dicha crítica toca tanto al lado israelí como al palestino, algo que mi recensor curiosamente omitió notar. Y si la balanza de la crítica se inclina hacia el lado israelí, es precisamente porque hoy en día existe un *Estado israelí* en Medio Oriente que viola los derechos civiles y humanos de sus ciudadanos palestinos⁶, y no un *Estado palestino* que hace

4 M. Prior, *The Bible and Colonialism. A Moral Critique*, Sheffield, Sheffield Academic Press, 1997, p. 109 (la traducción del inglés es mía; el destacado es original).

5 Citado en M. Prior, *op.cit.*, p. 109 (la traducción del inglés es mía).

lo contrario. Opuestamente a lo que el Sr. Frydman pueda llegar a conjeturar sobre el ámbito del análisis histórico, es imposible escindir la historia de la política, y viceversa. Repito algo que me parece importante tener en mente en tanto disposición historiográfica, producto del desarrollo intelectual en el ámbito de las disciplinas sociales desde los años '60 en adelante: toda interpretación histórica del pasado es una interpretación política de algún tipo, aunque no toda interpretación política del pasado es necesariamente histórica. A dónde nos puede conducir este principio es algo que debemos afrontar con responsabilidad. No existen dudas de que esta es una circunstancia delicada: un extremismo occidental de derechas (o islámico de izquierdas) puede sostener que, en tanto la historia bíblica de Israel tiene poco que ver con los procesos históricos que la arqueología nos permite reconstruir, *toda* la historia reciente del pueblo judío en Occidente es falsa, y negar, por ejemplo, los pogromos medievales y, más aún, el Holocausto producido en la Alemania nazi. Esta interpretación es absolutamente falaz, por supuesto, y esta es la lógica perversa con la que operan los elementos políticos radicalizados, pero –creo– no un historiador que se precie de profesional. Nadie niega la existencia de una entidad sociopolítica llamada “Israel” en la antigüedad oriental, ni la existencia de una población de la Palestina antigua con un culto religioso judío; simplemente, la perspectiva revisionista de Copenhague aboga por una comprensión alternativa y crítica de problemas históricos percibidos por posturas tradicionalistas en acuerdo con el registro bíblico. Esto no implica, asimismo, que las repercusiones que un análisis histórico posea fuera del ámbito académico nos impida ser críticos interpretando la historia antigua de Israel en Palestina o que no podamos criticar el uso que el Estado de Israel y la Autoridad Nacional Palestina hacen del pasado de la región con fines de legitimación política.

Emanuel Pfoh

2 de agosto de 2005

6 Véase J. Quigley, “The Right of Return of Displaced Jerusalemites”, en M. Prior (ed.), *Western Scholarship and the History of Palestine*, Londres, Melisende, 1998, pp. 83-90.